

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-danger-terroriste-de-la-Triple-Frontiere-est-l-Eau>

Le danger terroriste de la « Triple Frontière » est l'Eau

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : vendredi 20 mai 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Avec insistance, ces derniers temps, les Etats-Unis pressent les gouvernements d'Argentine, du Brésil et du Paraguay pour qu'ils exercent un plus grand contrôle dans la zone de la « Triple Frontière ». Ils affirment que des rapports d'espionnage confirmeraient la présence « de cellules dormantes terroristes internationales » et d'activités de blanchiment d'argent qui les financeraient.

Les médias se sont faits l'écho de cet avertissement, en produisant une infinie quantité de rapports spéciaux, qui indiquent que les actions terroristes qui ont détruit l'Ambassade d'Israël en Argentine et l'AMIA sont venues d'éléments qui sont entrés par cette zone géographique.

Les rapports ne manquent pas d'intérêt ; bien qu'il y ait d'autres avis très marquants, comme celui que formule « [Centre de Militaires pour la Démocratie Argentine](#) » (CEMIDA), qui arrive à la conclusion que l'objectif réel des pressions réside dans une intervention de l'armée des Etats-Unis, « justifiée par de fausses dénonciations de terrorisme » pour obtenir le contrôle du « Système Aquifère Guaraní » (SAG).

Évidemment l'« eau est agitée » dans la région puisque, simultanément, les trois pays qui partagent cette frontière, sans oublier l'Uruguay, ont signé il y a quelques mois « un Projet pour la protection environnementale et le développement durable du SAG » développé par la Banque Mondiale (BM).

Dans un rapport intitulé « Quelque chose de laid est entrain de se cuisiner avec l'eau », publié par le Bulletin d'information et débats du « [Groupe de Réflexion Rural](#) » Cecilia Chérrez, depuis Tintají, en Équateur, se demandait :

« Que cherchent les grandes institutions internationales comme les Nations Unies ou la Banque Mondiale en répétant avec insistance que l'eau sera chaque fois plus rare et que les guerres de ce siècle auront pour cause l'eau ? . »

La réponse serait : que le scénario qui est en marche est celui de la privatisation de l'eau, et la guerre, pour le moment, ne se cantonne qu'aux « aspects juridiques. »

Caractéristiques de la région

Le travail développé par le CEMIDA, et élaboré par le Professeur Elsa Bruzzone et les Colonels José Luis García et Horacio Ballester, rend compte des caractéristiques de la région puisque ceux -ci eurent le privilège d'avoir été en poste en tant que militaires dans la zone de référence ou dans son secteur d'influence :

« En prenant comme noyau central le lieu appelé 'Trois Frontières' qui délimite l'Argentine, le Brésil et le Paraguay, et sans autre objectif que de donner un panorama général de la zone, la sensation dominante d'un observateur est celle de se trouver dans le royaume des eaux fluviales. L'ampleur de la rivière Paraná dans sa zone de confluence avec l'Iguazú, renforcé immédiatement au nord par l'énorme barrage d'Itaipú avec ses déversoirs assourdissants, et vers l'est par les prodigieuses Cataractes de l'Iguazú, oblige à nous pencher sur l'énorme richesse que constituent les eaux de surface dans ce lieu, coeur de ce qu'on appelle la *Cuenca de La Plata*, qui non loin de là, rassemble les bassins énormes des rivières Paraguay, l'Uruguay, Pilcomayo, Grand Bermejo, Parapema, San Lorenzo, Apa, Negro et autant d'autres qui constituent une ressource qui, bien que peu exploitée, détermine le potentiel de cette région

Le danger terroriste de la « Triple Frontière » est l'Eau

compte tenu de ses possibilités en matière énergétiques et de la diversité de ressources disponibles à travers ces voies de communication potentielles. »

« Selon les données officielles, la zone des Trois Frontières a une population de 470.000 habitants regroupés ainsi : Port Iguazú (Argentine) 30.000, Foz do Iguazú (Brésil) 270.000 et Ciudad del Este (Paraguay) 170.000. Bien que dans l'ensemble ce soit une quantité respectable, en particulier et dans chaque cas, cela constitue des pourcentages limités par rapport à la population totale de chaque pays respectif et presque sans importance par rapport à la population totale de ces mêmes trois pays. »

« La zone ainsi décrite présente des caractéristiques différentes dans chacun des pays. En Argentine, la région nord de la Province de Misiones a été organisée en Parc National, en préservant les espèces originelles (bien qu'assez détruites) de la forêt missionnaire, en ne permettant pas sur ces lieux d'activités commerciales et en contrôlant sévèrement l'activité touristique ».

« Au Brésil, toute la forêt originelle a disparu, la plus grande partie de sa population se consacre aux activités rurales et il existe un important flux touristique dans la zone des Cataractes ».

« Au Paraguay, la principale activité dans la région est commerciale, tous types de commerces étant créés à Ciudad del Este ; bien que la ville n'ait pas un accès direct aux Cataractes, elle profite du flux touristique pour faire du commerce à un niveau intermédiaire, et pour eux cela est très important. Dans les zones contiguës de la région, la population est peu nombreuse et occupée par des activités rurales, qui ont augmenté dernièrement avec la culture du soja, même si son ampleur est limitée. La forêt originelle a été détruite et concrètement n'existe plus ».

Forces déployées dans la région

Continuons avec le rapport du CEMIDA : celui-ci déclare que « dans cet espace géographique, avec un grand va et vient touristique national et international qui cherche à jouir du spectacle majestueux des Cataractes de l'Iguazú, avec son offre inévitable de toutes sortes de marchandises pour attirer ces publics, les pays concernés ont déployé leurs moyens de sécurité afin d'éviter que d'éventuelles actions délictueuses puissent menacer cette industrie locale et tellement vitale. Les moyens sont abondants et opèrent de manière coordonnée et selon des modalités particulières. »

Il souligne que : « en général les trois pays disposent dans leurs trois villes de base : Port Iguazú (Arg.), Foz du Iguazú (Br.) et Ciudad del Este (Py.), d'éléments de la police nationale en quantité plus que suffisante, qui s'ajoutent aux éléments disponibles des forces de sécurité (Gendarmerie, Préfecture), aux filiales d'organismes d'intelligence, polices douanières et agences de surveillance privées pour hôtels et autres sites touristiques. »

Il dit que : « En réalité, dans un espace géographique pas trop étendu et avec une population permanente d'un nombre modéré, les moyens de surveillance et de sécurité sont plus que suffisants pour maintenir sous un contrôle, presque absolu, la zone et ses habitants et pour détecter immédiatement toute anomalie d'importance. »

En ajoutant que : « la disponibilité immédiate ou presque immédiate de garnisons militaires d'importance régionale, surtout au Brésil et au Paraguay et un peu plus éloignées en Argentine sont des éléments qui aident à compléter la dissuasion de délinquants dans la zone indiquée, tant de droit communs que d'activités politiques délictueuses » .

En particulier il signale que : « tant sur le territoire argentin que brésilien, les activités touristiques, commerciales et sociales sont organisées et contrôlées de façon correcte, bien qu'on puisse observer une certaine tolérance des

contrôles sur la « contrebande fourmi » que pratiquent les résidents permanents et quelques touristes. Mais toujours sous le contrôle des autorités qui ne permettent pas de débordements ». Quant au Paraguay, on remarque que la situation est différente, puisqu'il ne possède pas l'attraction des Cataractes, privilège argentin-brésilien, et pour cela s'est développé un commerce de biens et de marchandises qui se fait sur la voie publique et où on peut obtenir tout type de choses. Tout cela au milieu d'une situation qui, pour un œil dépourvu d'expérience, peut sembler chaotique. Mais le CEMIDA indique qu'il ne faut pas se tromper : « Le Paraguay base l'obtention de ses ressources sur des activités qui ne sont parfois pas très claires, mais dont le degré de contrôle est rigoureux. Nous nous référons à la contrebande à grande échelle, à la vente d'objets volés au Brésil et en Argentine, spécialement des voitures, activités de va et vient illégal de tout type de marchandises et d'objets par des chemins situés en dehors des postes de contrôle frontaliers mais aussi des affaires, de moindre importance, de trafic de drogues. Ces activités illicites se développent dans un cadre très contrôlé puisque les ressources ainsi obtenues sont administrées par un pouvoir politico-militaire qui l'a historiquement organisé et contrôlé. Ce contrôle est hermétique et presque infaillible. Tout élément étranger à l'organisation mafieuse officielle qui prétendrait intervenir dans ces activités connaîtra une existence éphémère ».

Il est communément admis qu'à Ciudad del Este, une importante Communauté syro-libanaise s'est implantée et se consacre au commerce - qui est sa vocation ancestrale - et développe ses activités de façon très contrôlée et pacifiquement. Qu'elle fut l'objet, conjointement avec la Communauté arabe de Foz do Iguazú, d'accusations comme celle qui nous occupe mais ils disent que, dans ce cadre là, les dénonciations s'avèrent non seulement insignifiantes mais également ridicules.

En assurant avec une grande éloquence : « Pauvre communauté arabe, si elle osait casser l'ordre établi durant des années ! En réalité, elle peut encore travailler dans le cadre commercial établi par l'ordre établi et doit encore déboursier d'importantes sommes d'argent pour pouvoir le faire ».

Aussi énorme que cette description, est l'hypothèse que fait le CEMIDA en demandant si « le terrorisme international des *Trois Frontières*, systématiquement dénoncé par les autorités étasunienne durant ces derniers temps, est financé par le pouvoir établi au gouvernement du Paraguay ? Le fait d'affirmer cette bêtise s'avère peu probable et oblige à se poser la question de savoir si, au lieu de lutter contre le terrorisme, les Etats-Unis ne cherchent pas à atteindre d'autres objectifs dans ces lieux avec ce prétexte ».

Ressources stratégiques de la région

Dans la zone, il n'y a pas de ressources minérales importantes sauf les gisements de fer du Mutún et l'Urucún respectivement en Bolivie et au Brésil. Mais ils n'ont pas une valeur stratégique de dimension mondiale. Durant l'enquête est apparu soudainement un gisement colossal, la réserve plus importante à l'échelle mondiale d'eau potable : « l'Aquifère Guaraní ».

Ces derniers temps l'importance donnée à l'eau potable en tant que ressource limitée pour les prochaines années est devenue très significative, et les conséquences primordiales que cela aura pour l'humanité. En réalité beaucoup plus fondamentale que les hydrocarbures : « Celui qui contrôle l'eau, contrôlera l'économie universelle et toute la vie dans un futur non lointain ».

Il ne faut pas non plus oublier l'énorme capacité de production énergétique à partir des rivières et l'importante voie d'accès au commerce que constitue la « Cuenca de La Plata » et des futurs projets relatifs à celle-ci.

Description "de l'Aquifère Guaraní"

Le danger terroriste de la « Triple Frontière » est l'Eau

Il est situé entre les parallèles 16° et 32° de latitude Sud et les méridiens 47° et 56° de longitude Ouest. Il est défini par les bassins des rivières Paraná, Paraguay et Uruguay. Il a une surface approximative 1.194.000 de kilomètres carrés, dont 839.000 correspondent au Brésil, 226.000 à l'Argentine, 71.700 au Paraguay et 59.000 à l'Uruguay. Par le nord, il prend contact avec « le Pantanal » qui à son tour est relié avec l'Amazonie. On ne connaît pas la limite ouest de l'Aquifère au Paraguay. En territoire Argentin on estime qu'il se prolonge vers le bassin du Bermejo ; la limite sud est aussi inconnue, mais on n'écarte pas qu'elle continue vers les régions pampéenne et patagonienne, et pourrait être reliée avec la zone de grands lacs de la précordillère de Andes.

Selon la Banque Mondiale, « la croissance industrielle et celle de la population du Mercosur peut mettre en péril les ressources disponibles, y compris l'eau ». L'Aquifère Guaraní est une des plus grandes réserves d'eau souterraine de la planète, estimée à quelque 50.000 kilomètres cubes. La capacité est estimée entre 160 et 250 kilomètres cubes par an.

En utilisant 40 kilomètres cubes par an, on pourrait quotidiennement approvisionner 360.000.000 de personnes avec une dotation de 300 litres par habitant. Dans de vastes régions, il y a une résurgence naturelle. La profondeur moyenne de l'Aquifère est de 200 mts, mais peut arriver à 1.000 mts. La température de l'eau varie selon la profondeur.

La région comprise par l'Aquifère compte quelques 15.000.000 d'habitants. L'Aquifère Guaraní constitue la principale source d'approvisionnement d'eau potable pour l'approvisionnement urbain, industriel et agricole. Au Brésil, plus de 300 villes entre 3.000 et 500.000 habitants sont approvisionnées totalement ou partiellement par lui. A San Pablo seulement, plus de 60% de la population (c'est-à-dire, 5.500.000 des personnes) dépendent de l'eau de l'Aquifère. Au Paraguay, on a enregistré quelque 200 puits qui approvisionnent les populations de la région orientale du pays. L'Uruguay dispose quelque 135 puits et les utilise pour l'approvisionnement public et les sources thermales. En Argentine, on utilise seulement 6 puits d'eau douce dans le secteur oriental de la Province de Entre Ríos.

Les secteurs de charge et décharge et les secteurs où il existe une haute concentration d'utilisateurs sont considérés comme des secteurs critiques (*'hot spots'*) : Concordia (Argentine), Salto (Uruguay), Rivera (Uruguay), Santana do Livramento (Brésil), Ribeirao Preto (Brésil). Le secteur le plus important et fondamental de charge et décharge est le corridor transfrontalier entre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine, et ce corridor est situé significativement à la « Triple Frontière ».

« Le Projet pour la protection environnementale et le développement durable du SAG »

Pour Gian Carlo Delgado Ramos, économiste de l'Université Nationale Autonome du Mexique, auteur avec John Saxe-Fernández de "Banque Mondiale et Dénationalisation Intégrale du Mexique", UNAM, Mexico, 2003, ce dont parle le Fonds est de "modeler les législations nationales des pays sud-américains pour qu'ils aident des programmes d'investissement privés sur une ressource pour le moins stratégique".

Face à la plus que potentielle crise hydrique présente dans quelques régions de l'hémisphère, surtout dans les principales villes des Etats-Unis, la préoccupation de la Banque Mondiale (BM) et d' autres acteurs pour l'accès, la gestion et l'usufruit des principales réserves d'eau douce ne s'est pas faite attendre.

Le 22 mai 2003, la BM et les pays du MERCOSUR se sont réunis à Montevideo. Là, a été signé « Projet de Protection Environnementale et de Développement durable du Système Aquifère Guaraní ». Le principal apport pour le projet a été fait par le GEF (Fonds Mondial pour l'Environnement), qui a garanti 13.4 millions de dollars des Etats-Unis pour son financement. L'OEA/usde (Unité pour le Développement durable) agira comme l'agence régionale d'exécution et la Banque Mondiale comme l'agence de mise en oeuvre. Les négociations bilatérales

relatives au « Projet de Mise en oeuvre du Plan » (PIP) disposent de l'appui de l'USDE et sont sous la direction des pays et l'OEA.

En même temps, et en plus du GEF, le projet a aussi l'appui financier de l'Agence Internationale d'Énergie Atomique (AIEA), la Surveillance Géologique allemande (BGR) et le Programme Associé de l'Eau des Pays-Bas (BNWPP). Le programme demande aussi une contribution équivalente des pays, en argent et en nature, ce qui donnerait une somme approximative de 27 millions de dollars.

Delgado Ramos cite que selon le *News Release de la BM* (N° 2003/371_LAC), « les 27.24 millions 'du Projet du Système Aquifère Guarani' serviront à élaborer et à mettre en oeuvre un cadre institutionnel et technique pour la gestion et la préservation de l'Aquifère. » La réserve d'eau est reconnue par la Banque dans ce même document comme « une ressource stratégique d'eau potable dans le Cône Sud ». Parmi les éléments du Projet, décrits dans le document de base de la BM (BM, Environmental Protection and Sustainable Development of the Guarani Aquifer System, Rapport N° 23490-LAC. Washington, D.C. USA, 17 mai 2002, disponible sur www.ana.gov.br/guarani/docsbasicos/...), il convient de souligner "l'expansion et la consolidation de la connaissance scientifique sur l'Aquifère sur la base du Développement et de l'Intégration 'du Système d'Information du Système Aquifère Guarani' (SISAG), le développement et la mise en oeuvre conjointe d'un cadre régulateur de gestion de l'Aquifère et la prise en considération du potentiel géothermique pour la génération d'énergie électrique".

L'économiste explique qu'« il faut clarifier ce que la BM entend généralement par 'cadre régulateur de gestion' ou processus de 'renforcement institutionnel' dans ses projets en rapport avec les ressources naturelles (par exemple, bio-diversité ou eau). Généralement, elle se réfère à toutes ces mesures qui doivent être prises pour homogénéiser les contours légaux et opérationnels d'accès à telles ou telles ressources (sous l'argument que « utilisation durable » est une pré-condition nécessaire pour exécuter sa "conservation", etc.). De cette façon, des 4 ans qui d'emblée composent le projet de l'Aquifère Guarani, les 3 premiers se focalisent sur cet objectif, ou comme l'indique la BM sur la « première phase » dont, une fois consolidée, l'objectif sera de placer certains acteurs dans la gestion et l'usufruit de l'eau. Tel est le modus operandi typique de la Banque qui, dans ce type de projets, dévoile son intérêt, premièrement pour reconfigurer la gestion des bassins puis, deuxièmement, pour le transfert des services hydriques vers le secteur privé. C'est-à-dire, d'une part, elle promet une concentration de la gestion de bassins hydriques entre les mains « d'acteurs choisis » et, une fois cela consolidé, elle cherche, d'autre part, à placer les multinationales des pays créanciers au centre de la gestion et de l'usufruit de l'eau (services hydriques emmagasinage, distribution, potabilisation, hydro-électricité, etc..) »

Ce processus de l'usufruit privé de l'eau, qui est consolidé au moyen de concessions partielles ou totales, concentrées entre les mains de multinationales comme *Monsanto Wells* et *Bechtel CO*, les français *Suez/division Ondeo* (avant *Lyonnaise des Eaux*) et *Vivendi*, les espagnoles *Aguas de Valencia* et « *Union Fenosa Acex* », ou l'Anglais *Thames Water*, entre autres. C'est un processus possible à partir duquel « les Gouvernements abandonnent le contrôle des sources nationales d'eau en prenant part à des traités ou des ajustements commerciaux OMC type ou ESSENCE, depuis lesquels ils transfèrent la gestion des ressources hydriques vers l'initiative privée ».

Delgado Ramos fait référence au fait que les arguments sont bien connus, « ceux-ci soulignent » la nécessité urgente d'améliorer le mauvais service que rendent « les entreprises étatiques » et « l'absence de budget public ». C'est justement là où l'International Finance Corporation (IFC), une filiale de la BM, est l'acteur principal pour chercher, selon les termes de cet organisme, à « financer des projets du secteur privé dans des pays en développement, aider à des multinationales du premier monde à mobiliser du capital sur les marchés internationaux et fournir du conseil et de l'assistance technique à des entreprises et à des gouvernements" (www.ifc.org) . »

Il signale que bien que ces multinationales, aussi appelées « Barons de l'eau », soient les acteurs les plus actifs

dans l'affaire, d'autres, surtout celles qui font un usage massif d'eau, ont cherché s'octroyer des terres riches dans cette ressource, ou au moins se sont aussi attribuées leurs "droits". En donnant comme exemple les cas de Général Motors, Ford, Intel et autres multinationales chimiques, minières, du pétrole et du charbon, et les diverses industries productrices textiles ou d'autres marchandises.

Modalités des privatisations des Services d'Eau

En suivant l'explication de Delgado Ramos, il existe trois formes générales de privatisation de l'eau au niveau mondial et dans la plupart du temps, elles intègrent l'approbation d'organismes internationaux (BM, etc.). Une première, dans laquelle il y a une vente totale des systèmes de distribution, traitement et/ou stockage par l'État national pour les multinationales ; une seconde, dans laquelle les États nationaux font une concession pour que les multinationales se chargent du service et de l'encaissement pour la gestion et le maintien du système en utilisation. L'encaissement pour le service et les profits sont gérés dans leur totalité par la multinationale ; et une troisième, où il s'agit d'un modèle « restreint » dans lequel l'État national engage une multinationale pour qu'elle administre le service d'eau en échange d'un paiement pour des coûts administratifs. La multinationale peut ou non faire la facturation du service, mais dans tous les cas l'État national n'a pas accès aux profits produits. Bien que les trois manières aient été appliquées dans diverses parties du monde, la plus populaire est la deuxième.

Pour revenir à « l'Aquifère Guarani », il remarque que le document de base de la BM explicite que "la seconde phase" impliquera des investissements dans la protection de secteurs de charge, dans la prévention et la diminution de polluants, et dans les mesures pour réduire la surexploitation de l'aquifère dans des localités spécifiques, ainsi que dans le potentiel pour développer des activités en rapport avec les caractéristiques thermiques des eaux. Le financement de la « seconde phase » concernera des ressources des agences coopération, GEF, BM, le secteur privé et/ou d'autres organismes de financement multi ou bilatéral.

C'est à dire de la *Banque Interaméricaine de Développement* (BID), entre autres. Ces données scientifiques, seront à la disposition de la BM et de son IFC, du reste des financiers et des investisseurs intéressés. « C'est un scénario où l'information des caractéristiques qualitatives et quantitatives de la ressource est fondamentale pour connaître les dimensions et les potentialités des affaires viables ». D'autre part, il existe d'autres projets relatifs à l'eau, comme ceux liés à la « *Cuenca del Plata* ». Notamment, on souligne le programme financé par la National Science Foundation des Etats-Unis (NSF), appelé « Développement d'un Agenda de Recherche Multidisciplinaire dans la Cuenca del plata ».

Il fait partie du projet « Science pour le Développement durable » de l'Annuaire de Programmes Internationaux de l'Association Américaine pour l'Avance de la Science (AAAS), financée, entre autres, par divers acteurs liés à une importante consommation d'eau comme Rockefeller (USA), Ford (USA), IBM (USA), Kellogg (USA), Kodak (USA) ou le Coca-cola (USA). Cette dernière est à la tête, avec Nestlé, d'une affaire mondiale d'eau en bouteilles. Ainsi, le Projet, tout comme dans le cas de « l'Aquifère Guarani » et son SISAG, cherche à consolider le « Système d'Information Géographique » (SIG) plus précis que la région, avec l'objet de 'fortifier' et 'relier' des initiatives déjà existantes de la BM, de BID, etc. ». » (www.aaas.org).

Et avec l'ALCA comment sommes-nous ?

Depuis 1994, tous les pays de l'Amérique, à l'exception de Cuba, ont négocié pour la formation « du Secteur de libre Commerce des Amériques » (ALCA). Dans la pratique, les négociations ont été faites de manière secrète. On a seulement publié des documents sur les intentions et les objectifs de la négociation mais, le texte lui-même de la négociation, les positions précises de chaque pays, n'ont pas été communiquées. Ceci a empêché de profonds débats sociaux dans chaque pays et a évité aux gouvernements de devoir rendre compte à leurs citoyens sur les effets des décisions qu'ils mènent à bien.

L'ALCA a été proposé par les Etats-Unis durant le premier "Sommet des Amériques". Entre 1994 et 1998, les négociations ont visé à définir la structure et l'organisation de ses contenus. La discussion sur ces points fut commencée en 1998 et doit se terminer le 31 décembre 2004. Les Parlements de chaque pays doivent approuver ou rejeter l'accord dans sa totalité pendant le 2005 pour qu'il entre en utilisation le 31 décembre de cette année.

Les négociations ont été effectuées dans trois Sommets Présidentiels ou « Sommets des Amériques » (Miami, 1994 ; Santiago, 1998 ; Québec, 2001), huit réunions ministérielles (chaque une an et demi à d'écart depuis 1995), et une série de réunions des groupes et comités de négociation. Il y a aussi un « Commission Tripartite », conformé par le BID, l'OEA et la « Commission Économique de Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes » (ECLA). Ce comité fonctionne comme secrétariat technique du processus, en proposant beaucoup des textes de la négociation, en surveillant qu'ils soient cohérents avec l'OMC et qu'ils n'entrent pas en conflit avec les conditions exigées par le BM ou le FMI.

L'accord non seulement fixe de nouvelles formes de commerce et de propriété privée, mais impose un nouveau cadre idéologique, juridique et politique pour définir les relations entre le capital multinational, les États et les peuples latino-américains. S'il est approuvé, ses dispositions n'affecteront pas seulement le commerce, mais la production, les services, la propriété de la terre, l'eau et les ressources naturelles.

Sur cet aspect, dans un des chapitres négociés de l'ALCA, appelé « Solutions de Polémiques » on prétend créer des corps juridiques supranationaux qui iraient au-delà de toute Constitution Nationale. Par conséquent, des conflits entre des propriétaires "privés" du service d'eau et les États, seraient résolus selon ces normes et non selon les droits constitutionnels de chaque pays.

Selon ce qui est reproduit par le Bulletin information et de débats du « *Groupe de Réflexion Rural* » le cas de la Colombie Britannique (Canada) peut être, en ce sens, paradigmatique : « quand pour des raisons d'État, le gouvernement canadien a suspendu l'exportation d'eau en grand tonnage, depuis cette zone vers la Californie assoiffée, la compagnie *Sun Belt Inc.* (de Santa Barbara, Etats-Unis) a porté plainte contre le Canada, protégée par une des clauses du NAFTA. »

En rassemblant le casse-tête

L'eau marque la dernière frontière qui reste au secteur privé à franchir. Les entreprises d'eau mettent l'accent sur le fait que la ressource est gratuite, que ce qui est perçu c'est la potabilisation et la distribution. Mais, qu'arriverait-il si l'eau se transformait en un « commodity » ou « bien commercial » qui se coterait sur un marché international comme celui de « Chicago » par exemple ?

Selon l'auteur américain Norman Mailer « l'Administration de George W. Bush n'est pas allée seulement en Irak pour son pétrole mais pour l'Euphrate et le Tigre, deux rivières à gros débit dans une des zones les plus stériles de la planète ». Pour le moment, une invasion militaire n'est pas nécessaire pour s'approprier la ressource.

La présence militaire étrangère pourrait être une avant-garde pour de futurs conflits ; protégée par un futur « cadre juridique ». Ne serait-elle pas peut-être constituée dans une « force de déploiement rapide », en défense de ce qui serait improprement considéré « pour tous » ?

Ici, ce qui ressort est « l'ampleur », le déséquilibre des forces. Pour le dire d'une autre manière, que le droit existe n'assure pas qu' une justice existe, que pourrait faire un citoyen quand on lui prendra judiciairement sa seule maison parce qu'une banque l'a légalement ficelé ?. Peut-être, se barricader avec un canon ou s'en aller vivre ailleurs.

Le danger terroriste de la « Triple Frontière » est l'Eau

Nous ne devrions pas arriver à ce fait extrême, la question serait alors de se demander si : nos négociateurs sont-ils à la hauteur des ces circonstances ? Parce que "le danger est situé dans les « ordres juridiques de la concurrence internationale, avec comme conséquence la perte de souveraineté. »

Aujourd'hui, la devise écologiste qui est d' « agir local en pensant global » a été retournée par le pouvoir hégémonique en "agir global en pensant localement".

Les pièces sont sur la table, il faut seulement les assembler.

KOEYU, janvier de du 2004

« »